

**Italie - Relations bilatérales - Union  
européenne - Conférence de presse  
conjointe de M. Emmanuel Macron,  
président de la République, et de M.  
Paolo Gentiloni, président du  
Conseil italien - Propos de M.  
Macron**

(Rome, 11 janvier 2018)

Merci beaucoup, Cher Paolo. Je tiens à remercier Paolo Gentiloni pour son accueil à Rome depuis hier en fin d'après-midi et l'entretien que nous venons d'avoir fait suite à la réunion de travail et au dîner que nous avons tenus avec l'ensemble des pays du sud de l'Europe, les sept pays - le Med7 comme on l'a appelé, même si le Portugal est moins méditerranéen que les six autres, d'où cette formule peut-être plus inclusive des pays du sud de l'Europe - qui nous ont permis sur beaucoup de sujets d'acter nos convergences et de préparer aussi les échéances à venir.

J'ai eu l'occasion ce matin de m'entretenir avec le président Mattarella au Quirinal comme cela a été évoqué. Nous avons été dans ce magnifique endroit de la Domus Aurea, qui nous a permis avec beaucoup d'humilité de mesurer une partie des grandes heures de notre Europe et de toute cette filiation artistique et imaginaire dans laquelle nous sommes nous-mêmes inscrits, et ensuite de nous entretenir ici.

La relation que nous avons développée je crois ces derniers mois a permis de beaucoup faire avancer d'une part les perspectives bilatérales mais aussi les perspectives européennes. Paolo Gentiloni fait partie des tous premiers dirigeants que j'ai vus après avoir été élu et il m'a rendu visite le 21 mai dernier. Evidemment nous nous entretenons de manière extrêmement régulière en marge et entre les Conseils européens et nous avons tenu à Lyon le 27 septembre dernier un sommet franco-italien qui a là aussi acté des avancées et dans le cadre duquel nous continuons à travailler.

Cette relation a permis je crois à nos ministres de mettre en oeuvre des feuilles de route communes avec des projets phares que sont le Lyon-Turin, STX, notre coopération navale sur lesquels parfois depuis plusieurs années nous tâtonnions et où un cap a été donné et une avancée maintenant très claire se fait avec un esprit de respect mutuel et de travail en bon ordre. Moi je veux dire combien la relation équilibrée forte entre nos deux pays est à mes yeux structurante.

C'est dans cet esprit que nous avons lancé l'idée à Lyon qui prend forme aujourd'hui de mettre en place un traité du Quirinal. D'abord, je le dis ici dans un pays qui m'est cher de coeur - je lis toujours la presse italienne, je suis les médias italiens avec beaucoup attention - je suis toujours frappé de voir à quel point vous êtes parfois presque plus sensibles aux sujets français que les Français eux-mêmes. Et donc je tenais à vous en remercier tout particulièrement mais

vous avez parfois tendance à voir - c'est comme cela qu'on fait avec un ami cher - des intentions excessives du côté français ou des marques qui ne seraient pas suffisantes.

Alors je vous le dis très clairement et Paolo le sait, il y a une relation franco-allemande, elle est structurante, elle a été à l'origine de notre Europe contemporaine et je le dis souvent : quand la France et l'Allemagne ne savent pas se mettre d'accord, le reste de l'Europe n'a aucune chance d'avancer. Et à chaque fois que la France a fait semblant d'aller se mettre d'accord à côté pour en quelque sorte rendre l'Allemagne jalouse, nous avons perdu du temps. Et donc ce couple franco-allemand est essentiel et il ne faut pas le mésestimer, mais pour moi il n'est pas exclusif.

La relation que nous avons avec l'Italie a une autre histoire, elle a des liens culturels très spécifiques, elle a une touche toute particulière et une amitié spécifique que nous faisons vivre, pour ce qu'elle est et en tant que telle. Et donc pour moi ce que nous oeuvrons à faire jour après jour est aussi important et n'est ni concurrent ni mineur, mais parfaitement complémentaire avec ce qui est fait par ailleurs en franco-allemand. Je crois que c'est comme cela qu'il faut le prendre et le faire vivre. C'est pourquoi dans cet esprit, alors même que la relation bilatérale est forte, vivace et ne nous a pas attendus, qu'elle soit économique, culturelle, politique, décentralisée, nous avons souhaité lui donner une forme politique nouvelle.

L'objectif de ce traité du Quirinal c'est de la structurer comme d'ailleurs nous l'avons fait en franco-allemand avec le traité de l'Elysée et de pouvoir aussi donner des perspectives nouvelles, acter des symboles, des formes de coopération peut-être nouvelles qui nous permettront d'aller plus loin. Pour ce faire, nous installons donc aujourd'hui un groupe de haut niveau de collaboration entre nos deux pays pour préparer ce travail avec l'objectif commun de pouvoir conclure ce traité lors du prochain sommet bilatéral en Italie, en 2018. Je pense que c'est une ambition que nous devons avoir pour cette année et qui est extrêmement importante.

Sur le fond des sujets, Paolo a parfaitement résumé ce dont nous avons parlé, nous sommes revenus d'ailleurs sur beaucoup des sujets évoqués hier avec nos collègues. Au-delà des sujets bilatéraux qui avancent très bien et que je viens de rappeler, nous avons je crois l'un et l'autre le souhait que 2018 soit une année utile. Et si 2018 peut être une année utile, elle doit être une année de refondation pour l'Europe.

Nous avons aujourd'hui une occasion qui nous est offerte et qui est inédite, l'Europe est en train d'achever sa sortie de crise après 10 ans et nous avons mis beaucoup plus de temps que les Etats-Unis d'Amérique à sortir. Pourquoi ? Parce que nous sommes aussi beaucoup moins bien organisés et parce que les incomplétudes, en quelque sorte, de l'Europe nous ont handicapés dans cette sortie de crise. Et nous ne pouvons pas faire comme si de rien n'était, nous ne pouvons pas dire «tout va bien, on est en train de sortir, on retrouve des chiffres de croissance raisonnables, oublions les crises d'hier», non.

Et donc c'est en 2018, et nous avons poussé cela par un agenda des chefs d'Etat et de gouvernement qui fait que chaque mois nous avons plusieurs sujets de discussion très structurants. En 2018, nous devons à la fois prendre des décisions très structurantes sur le court terme, en matière de défense nous l'avons fait mais également en matière

d'environnement, de numérique, de migration, j'y reviendrai, d'économie, cela doit se faire dès maintenant pour quelques régulations qui sont en cours ; mais nous devons aussi préparer la refondation à 10 ans, c'est-à-dire redonner les perspectives à notre Europe sur la décennie qui vient.

Si l'Europe a balbutié ces dernières années, c'est qu'elle a manqué d'ambition et de perspective de long terme. Nous sommes les héritiers de pères fondateurs qui ont eu des ambitions qui les dépassaient et c'est cela que nous devons retrouver en 2018, c'est une année importante, je crois que notre volonté commune c'est vraiment de bâtir cette Europe plus souveraine, plus unie et plus démocratique. Plus souveraine en en faisant une véritable puissance, une puissance numérique, énergétique, environnementale, une puissance géopolitique, nous en avons longuement parlé, notre souhait est vraiment d'améliorer encore nos coopérations sur ce sujet. Une puissance en tant qu'elle sait protéger ses frontières et en tant qu'elle sait aussi organiser sa politique de coopération à l'extérieur.

Plus unie, et je crois que nous sommes parfaitement sur ce sujet alignés, avec une plus grande harmonisation sociale, fiscale, culturelle de l'Europe. L'unité de l'Europe se construit sur le rapprochement de nos pays qui ont parfois divergé sur le plan fiscal et social, nous connaissons les différences avec certains autres Etats membres y compris dans le tour de table qu'il y avait hier et on en a parlé très franchement. Mais nous, ensemble, sommes très convaincus de cet agenda nécessaire et je crois, quand je parle de l'unité de l'Europe, que le socle que représente la culture et l'éducation est absolument fondamental, c'est aussi pour cela que nous avons voulu ce matin aller à la Domus Aurea. Et quand je regarde nos politiques culturelles respectives, elles traduisent chaque jour cette volonté de convergence et d'unité.

La France s'est inspirée d'une innovation italienne qui est le Pass culture pour justement favoriser l'accès des jeunes à la culture et nous allons le mettre en oeuvre. Pour les réformes du financement du cinéma, l'Italie s'est inspirée d'un système français qui a fait ses preuves. C'est comme cela que l'Europe se construit en fait, mais au-delà de cela c'est parce que nous avons bien conscience que c'est un univers et un imaginaire communs que nous devons construire pour nos peuples et cela fait partie du projet européen.

Enfin, c'est une Europe plus démocratique qu'il nous faut et à cet égard nous sommes l'un et l'autre convaincus de la nécessité, d'une part, des consultations citoyennes que nous allons mettre en place dans les prochains mois dans nos pays et, d'autre part, de la pertinence de listes transnationales, de listes européennes qui permettront d'acter la force d'un demos européen et donc d'une vitalité du débat démocratique européen.

Nous avons également évoqué au-delà de ces sujets d'importance qui vont jalonner les prochaines semaines et qui font que nous allons coordonner pour faire aussi des propositions communes sur cet agenda, nous avons réévoqué le sujet des migrations et le sujet de la protection de nos frontières et de notre coopération en particulier en Afrique. L'Italie a fait un très grand travail que je veux ici saluer en 2017 pour réduire la déstabilisation du phénomène migratoire et réussir à stabiliser une situation qui était extrêmement critique. Et je dois dire ici tout le respect que je porte au travail qui a été mené et la qualité de la coopération qui est la nôtre à tous égards sur ce sujet.

Néanmoins, nous devons avoir l'humilité de reconnaître que le sujet des migrations n'est pas derrière nous. Si la route de Méditerranée centrale est aujourd'hui plus calme qu'elle ne l'était il y a un an, il y a toujours des phénomènes migratoires très importants et il ne faut jamais oublier que nous parlons de femmes et d'hommes, de femmes et d'hommes qui continuent à mourir en Afrique sur ces routes de la nécessité, à travers le Sahara et le Sahel comme en Méditerranée encore ces derniers jours, puisque nous avons encore assisté à une atrocité en Méditerranée avec un bateau de migrants qui a chaviré.

Face à ce défi notre réponse doit être extrêmement structurée et solidaire. Elle doit être solidaire sur le plan interne et externe et elle doit être structurée comme suit. D'abord en clarifiant et en harmonisant nos règles pour mieux faire ; la France est en train de procéder à des réformes qui vont dans le sens d'une harmonisation de sa politique avec ses partenaires européens. Nous avons une organisation qui était très défaillante aujourd'hui et à travers des premiers textes et une loi qui sera portée par le ministre de l'Intérieur dans les prochaines semaines, nous allons harmoniser avec l'Italie et l'Allemagne beaucoup de nos règles pour pouvoir justement rapprocher nos systèmes d'asile, de contrôle, de retour aussi dans le pays d'origine.

Il y a sept textes qui sont en cours de discussion au niveau européen, notre volonté est que nous puissions les faire aboutir le plus rapidement possible dans les prochains mois pour avoir une protection commune aux frontières - cette solidarité commune que j'évoquais, une harmonisation de l'asile, en mettant fin aux dysfonctionnements profonds aujourd'hui des règles de Dublin, et aussi une gestion des titres et de la circulation beaucoup plus fluide. C'est la condition pour faire vivre en acte cette solidarité aux frontières et cette solidarité interne dont nous savons combien elle est difficile, et malgré les avancées et les gestes faits par les uns et les autres nous ne pouvons nous satisfaire, surtout pour des pays d'arrivée comme l'Italie, du manque de solidarité interne qui persiste.

Je veux ici réaffirmer l'engagement que j'ai pris et la qualité de la collaboration depuis l'engagement affirmé à Lyon de continuer à envoyer des missions de l'OFPPA pour aider à la relocalisation de femmes et d'hommes qui sont en attente de régularisation et auxquels on peut apporter l'asile. Nous allons aussi clarifier et élargir ces règles pour pouvoir accueillir, en ligne avec les engagements chiffrés que la France a pris, les femmes et les hommes que nous pouvons accueillir comme réfugiés dans notre pays.

Une approche structurée c'est aussi une approche qui consiste à répondre aux origines de ce problème. Je le dis très clairement, il n'est facile pour aucun des gouvernements de nos pays de faire face au fait migratoire. Mais d'où vient-il, quelle en est la cause profonde ? Pour une très large majorité aujourd'hui ce ne sont pas des problèmes liés aux réfugiés politiques, mais ce sont des migrations dont l'origine est souvent économique et qui est le fruit d'une manipulation et d'un travail des trafiquants.

Et donc notre coopération comme nous l'avons acté dès le 28 août dernier à Paris, puis ensemble au sommet Union européenne-Union africaine à Abidjan, c'est d'avoir une coopération accrue qui permette d'une part la stabilisation en Libye. Je me félicite ici de la coopération d'une extraordinaire qualité qui va permettre, par la stabilisation politique, de mettre fin au scandale humanitaire qui existe aujourd'hui en Libye, qui nous a déstabilisés et continue à déstabiliser l'Afrique. Et, d'autre part, de lutter de manière accrue et beaucoup plus

efficace contre tous les trafiquants, qui sont des trafiquants d'êtres humains, d'armes et de drogue sur cette route de la nécessité dans la bande sahélo-saharienne. Nous avons déjà eu des premiers résultats et démantelé ces trafics, nous avons une coopération qui est militaire et policière avec ces Etats de transit en particulier le Tchad, le Niger et le Mali. Je veux ici saluer l'annonce qui a été faite par l'Italie d'un déploiement militaire substantiel au Niger et d'une mission qui s'inscrit dans le cadre des engagements qui avaient été pris. Je sais que cela donne lieu à des débats, mais je veux dire combien c'est important parce que c'est cohérent avec l'ensemble de cette politique migratoire et de sécurité collective.

Enfin, c'est une politique de développement commune qu'il nous faut continuer à déployer ; c'est le cadre de l'Alliance pour le Sahel que nous avons mis en place en juillet dernier, qui permet dans tous ces pays de transit et d'origine d'avoir une politique de développement, qui permet le retour ou le maintien dans leur pays d'origine de ces jeunes ou moins jeunes qui n'arrivent plus à construire d'avenir dans leur pays et se trouvent pris sur ces routes de la migration.

Sur tous ces sujets, vous le voyez, il faut avoir de la détermination, il faut avoir de l'humanité et il faut avoir de l'efficacité. L'humanité sans efficacité ce sont des belles paroles, l'efficacité sans l'humanité c'est de l'injustice. Nous avons ce chemin de crête qui est celui de tous les dirigeants occidentaux et je crois que nous avons une communauté de vue et d'ambition sur ce sujet. Le problème ne se réglera pas dans les semaines ou les mois qui viennent mais je crois qu'il y a eu des avancées importantes. Nous aurons cette exigence à porter ensemble pour nos pays au niveau européen, mais je veux ici saluer le travail qui a été fait comme marquer l'importance de celui qui reste à faire.

Enfin, sur une note plus personnelle et pour conclure, alors que l'Italie entre dans une période électorale avec des élections législatives le 4 mars prochain, je veux ici souligner le bonheur qui a été le mien de collaborer avec Paolo Gentiloni ces derniers mois. Son action en Italie, en Europe dans la direction, la présidence cette année du G7, au conseil de sécurité des Nations unies, ont permis d'engager une dynamique nouvelle et en particulier au niveau européen. Les choix qui ont constamment été faits, les compromis qui ont toujours été trouvés nous ont permis d'avancer dans des temps qui n'étaient pas aisé.

Il appartiendra au peuple italien de s'exprimer et de décider, je me garderai bien de porter le moindre jugement sur ce sujet, étant respectueux de la souveraineté de chacun. Mais permettez-moi simplement de dire, de là où je suis, que je considère que l'Europe a eu beaucoup de chance d'avoir Paolo Gentiloni ces derniers mois là où il était. Et je peux vous dire une chose : c'est que l'Europe est bonne pour l'Italie et qu'une Italie qui croit dans l'Europe est bonne pour l'Europe. À ce titre, je souhaite que nous puissions continuer le travail important et ambitieux que nous avons commencé./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)